

droits d'exploration et d'exploitation de gisements « au-delà de la zone économique autorisée » (19 km ou 12 miles) alors que l'Indonésie avait accordé des droits à une société américaine (Unical) en novembre 2004. Après que l'incident eut pris de l'ampleur, Jakarta annonce que « l'Indonésie résistera à toute perte territoriale » et ne fera « aucune concession », Kuala Lumpur renvoie des travailleurs illégaux indonésiens qui brûlent des drapeaux malaisiens et provoque même un incident naval entre un patrouilleur malaisien et un navire de guerre indonésien qui surveillaient la zone disputée (avril 2005).

Or, un signal politique clair est émis par les chefs d'État et de gouvernement le 12 janvier 2006 : à l'occasion de leur rencontre annuelle bilatérale, Badawi et le président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono affirment « qu'ils ne laisseraient pas un contentieux dégénérer et qu'ils trouveront des solutions à long terme qui bénéficieront aux deux parties » ; l'exploitation commune des gisements en mer de Sulawesi a même été évoquée.

Singapour a connu une évolution comparable où des projets de travaux de poldérisation envenimaient les relations, un compromis a été trouvé en janvier 2005. Aujourd'hui, la Malaisie se fixe pour objectif de rattraper son retard sur l'île-État et est prête à mettre en œuvre une coopération plus étroite. D'ailleurs, des patrouilles communes sont désormais organisées (depuis 2005) entre Singapour, la Malaisie et l'Indonésie pour surveiller le détroit de Malacca. De même, un Centre régional de lutte contre le terrorisme a été établi en 2005 à Kuala Lumpur.

Avec la Thaïlande, les relations sont plus délicates. L'instabilité politique récente que connaît ce pays n'arrange certainement pas les choses mais les différences de perception de la menace terroriste et islamiste sont anciennes entre Kuala Lumpur et Bangkok. Le Premier ministre (intérimaire) thaïlandais Thaksin Shinawatra a accusé la Malaisie d'accueillir sur son territoire (dans les provinces frontalières de Kedah ou Kelantan) les réseaux terroristes dont les actions ensanglantent le sud de son pays. Badawi a très mal accepté cette critique et a refusé d'extrader Abdul Rahman Ahmad, suspecté d'être le cerveau de nombreux attentats commis dans le sud de la Thaïlande (aucun traité d'extradition n'existe entre les deux pays). À court terme, les tensions sont mises de côté et gérées par l'Organisation de la conférence islamique (dont Badawi est le président) pour ne pas affecter les relations commerciales.

Aujourd'hui, la Malaisie se trouve dans une situation « flottante ». « Badawi fait deux pas en avant puis un grand pas en arrière » observe le politologue Abdul Razak Baginda, irrité par l'indécision qui paralyse le Premier ministre. Si le crédit de Badawi continue à décliner, la Malaisie entrera dans une période d'instabilité, un luxe qu'elle ne peut pas s'offrir dans l'environnement qui est le sien.

Les États d'Asie centrale : un parcours tourmenté depuis l'indépendance

**LAURENT BAZIN
BERNARD HOURS
MARLÈNE LARUELLE
MONIQUE SELIM**

À la différence des pays Baltes ou de l'Ukraine, les cinq républiques d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan) ne se sont pas battues pour obtenir leur indépendance : leurs élites politiques, mais également leur population, sont restées des acteurs passifs de la chute de l'Union soviétique et ont bien souvent vécu celle-ci comme un abandon par les « républiques slaves »¹.

Dès les proclamations d'indépendance de la seconde moitié de l'année 1991, les pouvoirs en place, qui passent rapidement et sans grande difficulté du discours communiste à celui du nationalisme, éprouvent deux inquiétudes principales. Ils s'effraient tout d'abord d'un possible enlèvement de la région dans des déchirements inter-ethniques et de dangereuses remises en cause de frontières. Les tensions entre Russes et Kazakhs dans le nord du Kazakhstan², mais plus encore le Tadjikistan, qui s'enfonça de 1992 à 1996 dans une sanglante guerre civile opposant diverses factions régionales³, servent alors de contre-modèle à toute la région. Le deuxième souci des autorités en place concerne l'arrêt brutal de la manne financière venue de Moscou et la rupture des liens entre républiques, qui plongent les économies locales,

(1) Vincent Fourniau, « Asie centrale. La transition depuis 1992 : politique et institutions des États », dans Roberte Berton-Hogge et Marie-Agnès Crosnier (dir.), *Les pays de la CEI*, La Documentation française, édition 1997, p. 13-27.

(2) M. Laruelle, Sébastien Peyrouse, *Les Russes du Kazakhstan. Identités nationales et nouveaux États dans l'espace post-soviétique*, préface de Catherine Poujol, Paris, Maisonneuve et Larose, IFEAC, 2004.

(3) Stéphane A. Dudoignon (dir.), « Le Tadjikistan existe-t-il ? Destins politiques d'une "nation imparfaite" », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, n° 18, 1994.

et spécifiquement celle du Kazakhstan, la plus industrialisée, dans des situations qui semblent alors inextricables.

Très rapidement, toutefois, le risque d'un éclatement des frontières acquises en 1991 s'efface et de nouveaux enjeux apparaissent. Les pouvoirs en place cherchent avant tout à contenir l'épanouissement de l'islam politique, particulièrement en Ouzbékistan, et trois des cinq républiques – le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan – s'engagent dans une exploitation accrue de leurs richesses pétrolières et gazières qui permettent d'espérer une amélioration économique durable. Tout au long des années 1990, chacun des cinq États apporte donc une solution spécifique à des problèmes qui affectent la région dans son ensemble, à la hauteur de ses richesses économiques (deux pays pauvres, Tadjikistan et Kirghizstan, face à trois pays potentiellement riches, Ouzbékistan, Turkménistan et surtout Kazakhstan) et du durcissement progressif des régimes politiques ⁴.

■ La diversité des stratégies de développement choisie dans la première moitié des années 1990

Dès les premières années de l'indépendance, deux stratégies économiques se dessinent : le Kazakhstan et, plus encore, le Kirghizstan s'engagent dans d'importantes réformes économiques entraînant une privatisation rapide des petites et moyennes entreprises. Les conséquences sociales de ces « thérapies de choc » inspirées du modèle russe et centre-européen sont particulièrement lourdes et suscitent un brutal effondrement du niveau de vie des populations.

Dans les deux républiques voisines d'Ouzbékistan et du Turkménistan (le Tadjikistan n'ayant pu entreprendre aucune réforme économique pendant la guerre civile), les pouvoirs en place sont plus réticents à l'idée de réformes économiques. Le Turkménistan n'accepte de privatiser que le petit commerce de rue, tandis que l'Ouzbékistan revendique une voie spécifique, dite gradualiste, de passage à l'économie de marché, qui touche dans un premier temps le petit commerce, puis les entreprises moyennes. La privatisation de l'agriculture (mais non de la terre, qui demeure propriété d'État) aura lieu au tournant des années 1990-2000 et certains grands combinats continuent, aujourd'hui encore, à être gérés par leurs ministères respectifs.

(4) M. Laruelle, S. Peyrouse, *Asie centrale, la dérive autoritaire. Cinq républiques entre héritage soviétique, dictature et islam*, Paris, Autrement, CERI, 2006.

Quel que soit le rythme de réformes choisi, la situation économique de l'Asie centrale reste difficile : les économies construites au XX^e siècle dans la région ne prévoyaient pas un fonctionnement autonome de ces États, cantonnés par la Russie tsariste puis par le régime soviétique, à leur fonction de producteurs de matières premières et dépendants des autres républiques fédérées pour leur approvisionnement en produits manufacturés. Quant au Kazakhstan, sa spécialisation dans l'industrie lourde et sa dépendance envers les circuits économiques soviétiques ne lui ont pas laissé, dans un premier temps, plus d'atouts en main ⁵.

Cette division de l'Asie centrale en deux voies de développement se retrouve également sur le plan politique. Le Kazakhstan et le Kirghizstan poursuivent les réformes gorbatchéviennes lancées à Moscou en autorisant la constitution d'une opposition politique aux présidents en place et accordent dans une première phase une grande liberté concernant la presse et la vie associative. Quant aux présidents, ils font parfois face à des parlements dominés par l'opposition et doivent apprendre à négocier avec leurs adversaires politiques. L'Ouzbékistan, qui avait pourtant organisé, en décembre 1991, des élections considérées comme relativement libérales, durcit son régime politique dès 1993. Arguant du danger islamiste et de la fragilité de nouveaux États « pas encore prêts pour la démocratie », Islam Karimov se débarrasse des deux plus importants partis d'opposition, Birlik et Erk, et force à l'exil les principaux dissidents ⁶. Le Turkménistan, déjà considéré comme le « mauvais élève » de la pérestroïka, poursuit sur sa lancée en transformant l'ancien Parti communiste local en un parti présidentiel qui domine l'ensemble de la scène politique et ne tolère aucun concurrent ⁷.

■ Des traits politiques semblables : paternalisme, autoritarisme, patrimonialisme

Malgré ces diversités de parcours dans la première moitié de la décennie, l'année 1995 annonce un net tournant autoritaire dans toute la zone : le président du Kazakhstan, Nursultan Nazarbaev, instaure une nouvelle Constitution lui permettant de liquider les contre-pouvoirs législatifs, tandis que le régime kirghize s'engage lui aussi vers une remise en cause de l'opposition et de l'indépendance de la justice,

(5) Sur la situation économique voir Gaël Raballand, *Asie centrale ou la fatalité de l'enclavement ?*, Paris, L'Harmattan, 2005.

(6) C. Poujol, *L'Ouzbékistan. À la croisée des chemins*, Paris, Belin, 2005.

(7) Pour des bilans par république, voir Jean Radvanyi (dir.), *De l'URSS à la CEI. Douze États en quête d'identité*, Paris, Ellipses-Langues'O, 1997 et *Les États postsoviétiques. Identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*, Paris, Armand Colin, 2003.

et commence à encadrer l'expression des médias. La deuxième moitié de la décennie confirme ce durcissement politique systématique, symbolisé par de multiples réajustements législatifs qui, sans annuler les constitutions votées lors de l'indépendance, en font des instruments aux mains d'un pouvoir de plus en plus présidentieliste.

Le Tadjikistan s'était fait remarquer, à la fin des années 1990, comme étant l'État le plus libéral en matière de diversité politique, puisque les accords de paix de 1997 garantissaient une représentation des partis d'opposition au gouvernement, ainsi que l'officialisation du seul parti islamiste reconnu dans la région, le Parti de la renaissance islamique du Tadjikistan (PRIT). Toutefois, depuis 2000, le président Emomali Rakhmonov s'engage lui aussi dans un resserrement rapide des libertés publiques.

Les élections n'ont donc que rarement assuré une réelle représentativité des partis politiques, et les observateurs étrangers, en particulier l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), n'ont cessé de dénoncer les malversations juridiques qui empêchent les candidats d'opposition de se présenter. En Ouzbékistan, l'OSCE s'est refusée à observer plusieurs élections, elle ne se déplace plus au Turkménistan, et a rendu des rapports très critiques sur la tenue des scrutins dans les trois autres républiques. Tous les chefs d'État ont également profité de la tradition soviétique du référendum en faisant « valider par le peuple » l'allongement de leur mandat présidentiel ou des réformes constitutionnelles leur garantissant des pouvoirs accrus. Ce fut le cas de N. Nazarbaev en 1995, d'E. Rakhmonov au Tadjikistan en 1999 et 2003, de I. Karimov en Ouzbékistan en 1995 puis 2002, d'Askar Akaev au Kirghizstan en 1996 puis 2003. Quant au président turkmène Saparmurad Niazov, il fait prolonger dès 1994 son mandat présidentiel jusqu'en 2002, puis se fait nommer président à vie en 1999.

Ce resserrement autoritaire s'accompagne, classiquement, de deux phénomènes corollaires que sont le développement du culte de la personnalité et la patrimonialisation du pouvoir. Le cas le plus caricatural reste celui du Turkménistan, qui paraît inspiré des pires années du régime stalinien ou de la dictature nord-coréenne. La psychopathie du président semble sans limites puisque S. Niazov, après s'être proclamé « chef des Turkmènes » (Turkmenbachi) puis directement « prophète », et après avoir rebaptisé les rues et les villes du pays de son nom et de celui de sa famille, a publié en 2001 un ouvrage, la *Roukhnama*, décrété « second livre saint après le Coran » et soi-disant doté de vertus prophylactiques.

Sans atteindre un tel extrême, toutes les républiques de la région sont marquées par un culte de la personnalité certain qui occupe l'espace public comme à l'époque soviétique. Tous les chefs d'État s'empressent de publier une « œuvre », en particulier de réécrire l'histoire nationale, et ces textes acquièrent un statut plus ou moins

officiel de nouvelle idéologie nationale⁸. Ainsi, en Ouzbékistan, la pensée présidentielle, dite ironiquement « karimologie », constitue une discipline obligatoire dans les écoles secondaires et les cursus universitaires.

Cette omniprésence de la figure présidentielle n'est pas uniquement symbolique, elle est également une réalité économique. Que les États aient choisi de privatiser très largement leur économie ou de préserver en partie les mécanismes d'une économie étatisée, les présidents, leurs familles et leurs clientèles ont réussi à faire main basse sur les richesses du pays : des proches des présidents gèrent les entreprises financièrement rentables, encaissent les pots-de-vin des investisseurs occidentaux cherchant à s'implanter dans la région et, surtout, dominent la redistribution de la manne venue des hydrocarbures, en particulier au Kazakhstan. Ainsi, le pays a été secoué, en 2001, par le scandale dit du « Kazakhgate », qui a révélé l'immense fortune de N. Nazarbaev et de sa famille, accumulée en seulement quelques années.

Au Turkménistan, S. Niazov gère lui-même directement l'exploitation des richesses du sous-sol national, tandis que le président ouzbek répartit à l'intérieur de son clan les rémunérations venues du coton, le principal revenu en devises du pays, qui en est le deuxième exportateur mondial. De nombreuses sources autorisées font également part de l'implication des factions au pouvoir dans le trafic de drogue et d'armes, en provenance principalement d'Afghanistan.

■ La question de l'islam radical : risque politique et logique de chantage des pouvoirs en place

Cet autoritarisme a été justifié par les pouvoirs en place au nom du risque islamiste : après avoir argué, dans les premières années d'indépendance, de la « non-préparation » du peuple pour la démocratie, les chefs d'État ont joué la carte du chantage à l'islamisme. Face au risque, sans cesse évoqué, d'une déstabilisation venue des groupuscules islamistes, la seule voie politique durable des États centre-asiatiques serait celle du resserrement des rangs autour de la figure paternaliste du président. Ce discours a connu son plus grand développement en Ouzbékistan et constitue aujourd'hui la pierre angulaire du discours de I. Karimov. Dès l'indépendance, des groupes islamistes s'y sont en effet multipliés, principalement basés dans la vallée du

(8) Voir par exemple M. Laruelle, « Ethnologie, question nationale et État dans l'Ouzbékistan contemporain. Analyse de la polémique autour de l'Atlas ethnique d'Ouzbékistan », *Journal des anthropologues*, Paris, n° 100-101, 2005, p. 329-347 et « Des sciences humaines face au pouvoir politique : le mythe aryen comme idéologie de la nation au Tadjikistan », *Journal des anthropologues*, Paris, n° 104, 2005.

Ferghana, qui revendiquent plus de droits pour la religion ou l'établissement de la sharia. La situation s'est aggravée par à-coups à partir de 1997 : assassinats de personnalités politiques locales à Namangan en 1997-1998 ; attentats à la bombe dans la capitale, Tachkent, le 16 février 1999 (dont l'attribution à des islamistes n'a jamais été confirmée) ; incursions du Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO) au Tadjikistan et au Kirghizstan durant les étés 1999 et 2000 ; attentats-suicides à Tachkent et Boukhara contre les instances du pouvoir en mars-avril 2004 ; attentats contre les ambassades des États-Unis et d'Israël en juillet 2004.

Si une grande part de la population d'Asie centrale reste en faveur d'un État laïque respectant le droit de la population majoritaire de pratiquer librement l'islam et des minorités de gérer leurs Églises, les tensions politiques et sociales ont suscité l'émergence de mouvements islamiques. Ceux-ci existaient toutefois dès l'époque soviétique (fondation, dans la clandestinité, du Parti de la renaissance islamique d'Union soviétique en 1973) et se sont développés dans les premières années de l'indépendance, en particulier au Tadjikistan, où le PRIT a fini par obtenir une reconnaissance officielle en 1997. Le second mouvement, le MIO, a tenté de déstabiliser Tachkent à plusieurs reprises à la fin des années 1990, mais il semble avoir été très fortement affaibli en 2001 par l'effondrement du régime taliban, qui constituait sa première base de repli et son principal soutien financier. Aujourd'hui prédomine le Hizb ut-Tahrir, qui prône officiellement des méthodes non violentes d'accès au pouvoir (contrairement au MIO) et cherche à recruter en diffusant des préceptes moraux et éducatifs, ainsi que par son aide caritative aux milieux défavorisés. Bien que sa base principale soit en Ouzbékistan, le mouvement paraît connaître un développement assez important au sud du Kirghizstan, dans les communautés ouzbèkes mais également kirghizes, ainsi qu'au sud du Kazakhstan, tout autant chez les Ouzbeks que les Kazakhs⁹.

Les revendications du Hizb ut-Tahrir restent centrées sur des questions nationales et politiques : le mouvement réclame la démission de I. Karimov et la libération des prisonniers politiques et religieux, exige que l'islam soit érigé en religion officielle du pays et en élément clé de la culture nationale, souhaite l'établissement de règles économiques inspirées de l'islam et le respect du petit entrepreneuriat musulman. Les militants du Hizb ne mentionnent quasiment jamais la disparition des frontières nationales et l'unification des républiques d'Asie centrale en une seule entité. Le mouvement n'est donc ni réellement panturquiste, ni réellement panislamiste, et peut être considéré comme plus proche du modèle de « l'islamo-nationalisme » que du djihadisme internationalisé.

(9) Sur l'islamisme, voir Vitaly V. Naumkin, *Radical Islam in Central Asia. Between Pen and Rifle*, Lanham, Boulder, Rowman et Littlefield, 2005.

La profonde sécularisation qui a touché les sociétés centre-asiatiques durant le régime soviétique et leur conception traditionnellement peu politisée de l'islam se voient aujourd'hui mises à l'épreuve par l'évolution politique et économique des nouveaux États. En Ouzbékistan, la liquidation de toute opposition laïque contribue à présenter les islamistes comme les seuls recours possibles face aux dérives du régime de I. Karimov, et les derniers à pouvoir encore critiquer les choix effectués par le pouvoir. Au Kirghizstan (tout comme, mais dans une moindre mesure, au sud du Kazakhstan), l'accentuation des disparités sociales, l'apparition de bourgeoisies locales nées des privatisations des années 1990, l'exposition quasi publique des liens entre milieux politiques et structures économiques mafieuses contribuent à pousser vers l'islamisme des classes sociales paupérisées, mais également des professions intellectuelles ayant été brutalement dévalorisées comme les enseignants.

Toutefois, ce spectre social de l'islamisme est, en réalité, bien plus complexe. Il est en effet probable qu'une partie des classes marchandes, enrichies par le passage à l'économie de marché mais soumises, en Ouzbékistan, à l'isolationnisme et au protectionnisme du régime ainsi que, dans toutes les républiques, à la concurrence de plus grands réseaux mafieux bénéficiant du soutien de milieux politiques très haut placés, pense qu'une « purification » du système économique, l'établissement de règles déontologiques inspirées de la foi et une conjonction entre enrichissement personnel et activités caritatives constituent un modèle à promouvoir¹⁰.

Enfin, la frilosité des autorités envers toute forme non maîtrisée d'islam, même non politisée, et toute expression trop publique de piété conduisent nombre de croyants à fréquenter des lieux de culte clandestins. Ceux-ci ne sont pas nécessairement politisés ou même salafistes mais contribuent à développer une vision critique de l'islam officiel, considéré comme trop soumis au pouvoir séculier. La situation des droits religieux s'est encore aggravée après les événements du 11 septembre 2001 : la politique sécuritaire américaine a contribué à renforcer les pouvoirs centre-asiatiques, et tout particulièrement ouzbek, dans leur image de « dernier rempart » laïque face à l'islamisme, un discours permettant de justifier le durcissement législatif en matière de liberté religieuse.

Par ailleurs, le régime ouzbek s'est démarqué de ses voisins par son « conspirationnisme » religieux et sa pratique d'emprisonnements arbitraires massifs. Les associations de défense des droits de l'homme estiment aujourd'hui que le pays compte près de 6 000 prisonniers politiques, dont une majorité est accusée de « wahhabisme ». Cette injustice judiciaire qui affecte principalement la population masculine mais également, de plus en plus souvent, les femmes, favorise encore un peu

(10) Sur l'islam centre-asiatique contemporain, consulter M. Laruelle, S. Peyrouse, *Islam et politique en ex-URSS (Russie d'Europe et Asie centrale)*, Paris, L'Harmattan-IFEAC, 2005.

plus le développement d'une critique du pouvoir en place au sein duquel l'argument religieux occupe une place certaine ¹¹.

■ Le tournant politique et géopolitique de 2005

L'année 2005 fut riche en événements pour l'Asie centrale : elle a été marquée par l'accélération de divers processus en cours depuis plusieurs années et a redessiné plus précisément diverses voies de développement possibles. Après la Géorgie en 2003 et l'Ukraine en 2004, le Kirghizstan a été touché, à son tour, par le phénomène des « révolutions de couleur ». Plusieurs éléments d'explication ont été avancés afin de comprendre pourquoi le pouvoir le plus libéral – en réalité le plus faible – d'Asie centrale fut le premier concerné : les importantes fraudes auxquelles se sont livrées les autorités durant les élections législatives de février-mars, le refus populaire du népotisme de la famille Akaev, mais également la volonté des élites du sud du pays d'être mieux prises en compte au sein d'un pouvoir qui jouait ouvertement la carte régionaliste (la nécessité de disposer de réseaux régionaux pour l'entrée dans la fonction publique a par exemple été renforcée) et qui donnait la priorité aux élites du Nord dans l'obtention des postes de hauts fonctionnaires, etc. Encadrées par une importante présence d'activistes militant pour la « démocratisation » de la société, les manifestations de quelques milliers de personnes ont réussi, en une dizaine de jours et sans effusion de sang, à renverser le président Akaev, qui a fui Bichkek le 24 mars et renoncé officiellement à son poste le 4 avril.

Moins de deux mois après ces événements, l'Ouzbékistan connaît à Andijan une insurrection populaire d'une ampleur imprévue. L'annonce, au début du mois de mai, du transfert, dans une autre région du pays, d'une vingtaine d'hommes d'affaires de la vallée du Ferghana, connus pour leurs activités caritatives et emprisonnés depuis 2004, suscite d'importantes manifestations de plusieurs centaines, puis plusieurs milliers de personnes, principalement des membres des réseaux clientélistes de ces entrepreneurs. Dans la nuit du 12 au 13 mai, un groupe d'insurgés (indépendant des manifestants) décide de donner l'assaut à la garnison militaire puis à la prison de la ville et libère ainsi les hommes d'affaires et quelque 600 prisonniers.

L'insurrection revêt un tour plus politique lorsque les insurgés exigent la libération de tous les prisonniers politiques du pays, investissent plusieurs bâtiments administratifs et prennent en otages des fonctionnaires locaux. Le soir du 13 mai, le pouvoir,

(11) C. Poujol, « Islam in Post-Soviet Central Asia: Democracy Versus Justice », dans Irina Morozova (dir.), *Towards Social Stability and Democratic Governance in Central Eurasia*, IOS, Press, Nato Sciences Series, 2005, p. 50-66.

inquiet d'une possible « révolution de couleur », décide de disperser la foule par la force, mais l'intervention des forces de l'ordre se solde par un bain de sang faisant, selon les estimations, entre 200 et 1 000 victimes ¹². Cet événement a révélé l'incapacité du pouvoir de I. Karimov à gérer une situation de crise autrement que par l'écrasement par la force, mais lève également le voile sur les multiples motifs des tensions sociales qui secouent le pays : refus de l'injustice judiciaire, imbrication profonde des réseaux économiques et politiques, présence d'une sensibilité religieuse dans les milieux marchands, force des réseaux de solidarité qui permettent de faire descendre dans la rue une population autrement largement considérée comme absente du champ de l'engagement politique.

Au Kazakhstan, la tenue d'une nouvelle élection présidentielle le 4 décembre 2005 a dessiné une troisième voie pour les pays d'Asie centrale. L'autoritarisme plus subtil du président Nazarbaev et sa main de fer bien établie sur le spectre politique empêchant l'émergence d'une opposition crédible lui ont permis de triompher avec 91 % des voix, à la suite d'une campagne considérée malgré tout par l'OSCE comme plus proche des standards de la démocratie que les précédentes. La force du régime de N. Nazarbaev s'explique par l'incapacité de l'opposition à présenter des candidats et des propositions crédibles, par la propagande officielle qui a réussi à susciter, dans la population, la peur d'une déstabilisation sur le modèle révolutionnaire kirghize ou insurrectionnel ouzbek, mais également et surtout par le succès économique du pays. La forte croissance (de 5 à 8 % depuis 2000) favorise l'émergence de classes sociales satisfaites de leur sort et laisse espérer aux plus démunis une amélioration à venir : l'autoritarisme du clan Nazarbaev semble alors considéré par une bonne part de la population comme le prix à payer pour ce développement.

■ Les défis à relever

Alors que les pays de la région vont fêter, à la fin de l'année 2006, le quinzième anniversaire de leur indépendance, la situation des cinq États d'Asie centrale reste ambivalente. Les présidents en place depuis 1991 continuent à durcir leur régime et à liquider toute opposition. Certains d'entre eux, au Kazakhstan et en Ouzbékistan, tentent de mettre en place une logique de succession familiale en cherchant à introniser leurs filles, leurs gendres ou de proches fidèles. Mais ces stratégies ne semblent

(12) Pour l'opinion des ONG, consulter les rapports de l'International Crisis Group (ICG), *Uzbekistan. The Andijan Uprising*, Asia Briefing n° 38, Bichkek-Bruxelles, 25 mai 2005, celui de Human Rights Watch (HRW), *Burying the Truth. Uzbekistan rewrites the Story of the Andijan Massacre*, septembre 2005, vol. 17, n° 6 (D), et ceux de l'Institute of War and Peace Reporting (IWPR). La version officielle ouzbèke est défendue dans le rapport de Shirin Akiner, « Violence in Andijan, 13 May 2005: an Independent Assessment », *Silk Road Paper*, Washington, Central Asia-Caucasus Institute, juillet 2005.

pas se révéler payantes, en tout cas pour l'instant. La politique uniquement sécuritaire des États-Unis dans la région, en particulier depuis le 11 Septembre, a contribué à renforcer l'impunité des dirigeants locaux, qui s'enrichissent par le pillage des ressources du pays et une mainmise politique toujours justifiée par la menace islamiste.

La situation géopolitique de l'ensemble de la région a connu un nouveau tournant en 2005 avec le renforcement des liens entre les différents États de la région, la Russie et la Chine dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai, et l'affaiblissement des positions américaines acquises en 2001¹³. L'enjeu pétrolier au Kazakhstan et gazier au Turkménistan est lui aussi appelé à influencer grandement sur le potentiel économique de la région, en fonction de la capacité des pouvoirs en place à développer des routes alternatives au quasi-monopole russe, en particulier en direction du Golfe et, plus encore, de la Chine.

Le principal défi à relever reste probablement économique et social. La fuite en avant dictatoriale de l'Ouzbékistan ne fera que reculer momentanément, mais non évacuer, les profondes mutations qui attendent le pays, en particulier la réforme de l'exploitation du coton et la gestion difficile du manque de terres agricole face au boom démographique. Au Turkménistan, la psychose du président commence à avoir des conséquences sociales de grande ampleur : la liquidation du système scolaire, la fermeture de tous les hôpitaux du pays sauf ceux de la capitale, ainsi que l'annonce de la quasi-suppression des retraites en janvier 2006 risquent d'avoir un impact important sur une population dont la sécurité alimentaire, d'après les estimations des organisations internationales, n'est même plus garantie.

Le Kirghizstan, depuis la « révolution » de mars 2005, tout comme le Tadjikistan du président E. Rakhmonov semblent s'enfoncer encore plus ouvertement dans une économie illicite fondée sur des trafics en tout genre et l'« étatisation » des mafias, intrinsèquement liées au domaine politique. Même le Kazakhstan, qui est aujourd'hui le seul État de la région à pouvoir espérer un développement économique conséquent, reste rongé par les inégalités sociales dues à la mauvaise redistribution de ses importantes rentes pétrolières. La corruption gangrène les économies locales des cinq États et les divers assassinats d'hommes politiques kirghizes et kazakhs en 2005 et au début de l'année 2006, dont les raisons sont difficiles à cerner (règlements de compte mafieux ou assassinats politiques), confirment la mauvaise santé politique mais aussi économique de la région.

■ L'Ouzbékistan : une situation exemplaire d'oppression de la population

Après ce bref panorama des convergences et des divergences des processus à l'œuvre dans les cinq républiques d'Asie centrale, pénétrons dans l'une de celle-ci pour comprendre de l'intérieur comment la population réagit aux transformations en cours. Le cas de l'Ouzbékistan est d'autant plus intéressant que les réformes économiques sont censées avoir été moins brutales qu'ailleurs et que le régime politique n'a pas encore atteint les excès démesurés de son voisin turkmène. L'Ouzbékistan a constitué, par ailleurs, à l'époque soviétique une terre d'immigrations plus ou moins libres ou de déportations forcées rendant sa population très « multiculturelle ». Russes, Ukrainiens, Arméniens, Allemands, Kazakhs, Coréens, Kirghizes, mais aussi Juifs représentaient autant de « nationalités » différentes. La nationalité est une catégorie distincte de la citoyenneté (autrefois soviétique, aujourd'hui ouzbékistanaise) et qui demeure inscrite sur les passeports. Cette ambiance « cosmopolite » semble avoir été très appréciée, en particulier dans les milieux intellectuels qui y percevaient une richesse culturelle et qui regrettent beaucoup sa disparition. L'effondrement économique que connaît l'Ouzbékistan depuis son indépendance – et qui ne cesse de s'aggraver – a en effet eu pour conséquence des flux migratoires très importants. Tous ceux qui ont pu dans un premier temps jouir de facilités pour s'installer dans un pays correspondant à leur « nationalité » – selon le terme employé – en ont immédiatement profité. Russes, Polonais, Allemands, Juifs, Arméniens, Coréens, etc. ont donc quitté l'Ouzbékistan comme s'il s'agissait d'un bateau en train de sombrer pour tenter un nouveau départ dans la vie.

Une fois tarées les mesures juridiques et économiques en provenance de l'extérieur, le désir de fuite s'est intensifié chez les Ouzbeks comme chez les non-Ouzbeks en raison des conditions de plus en plus difficiles de subsistance. L'émigration illégale – avec les risques importants qu'elle peut comporter – s'est accentuée. La pauvreté s'est de fait abattue sur tous, incitant chacun, quels que soient son statut antérieur et son appartenance sociale – ouvrier, paysan, intellectuel, technicien – à chercher ailleurs des revenus introuvables sur place. Un chômage massif, ou des emplois si faiblement rémunérés qu'ils ne permettent même pas d'acheter les titres mensuels de transport public dans la capitale, provoquent donc des exils temporaires ou définitifs, qui continuent de se multiplier, particulièrement en direction de la Russie et du Kazakhstan voisin.

La généralisation de la pauvreté s'est accompagnée d'une progressive concentration ethno-culturelle de la population ouzbèke, après la désertion qui se poursuit de toutes ses composantes. Corollairement, dans une conjoncture où l'État cherche dans l'édification d'une essence ouzbèke exceptionnelle la légitimation de son pouvoir, ces changements démographiques ont pesé sur l'ethnisation des rapports sociaux au profit des Ouzbeks. Ces logiques d'ethnisation sont observables autant dans les institutions que dans les pratiques sociales. D'une manière générale,

(13) Sur la question géopolitique, voir Mohammad-Reza Djailili, Thierry Kellner, *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale*, Paris, PUF, 2001, rééd. 2003.

aujourd'hui, un citoyen d'Ouzbékistan non ouzbek ne peut accéder à un poste de responsabilité ou d'autorité et se retrouve nécessairement dans une position subalterne. Les mariages sont en outre un bon indicateur de ce resserrement ethno-national, l'endogamie ouzbèke étant devenue une quasi-prescription dans toutes les couches de la population, éduquées ou non.

Dans l'intimité, d'aucuns déplorent cet enfermement dans l'entre-soi – qui fait écho à la fermeture des frontières et à l'assujettissement à la dictature – et on regrette la période où les mariages mixtes constituaient une valorisation, pour les familles éduquées en particulier. La retraditionalisation en cours pénalise plus spécialement les femmes, renforçant la domination masculine au nom de l'honneur du groupe et des parents. La pratique des mariages arrangés s'est renforcée. Le cantonnement des femmes à la maison où elles assurent une force de travail domestique gratuite s'impose à nouveau comme une règle. Le divorce, enfin, rencontre de plus en plus d'obstacles, venant autant de la famille que des comités de quartier nommés par l'État et potentiellement réprimandés pour n'avoir pas su empêcher les ruptures familiales. Institués par l'État après l'indépendance au prétexte d'une réhabilitation d'une institution alors présentée comme traditionnelle (la *mahalla*), ces comités de quartiers exercent en effet un contrôle social, politique et moral étroit sur le voisinage¹⁴. Bref, ce sont tous les acquis d'un siècle de formation soviétique qui s'écroulent les uns après les autres, renvoyant la population à une sorte de régression historique : aisance économique modeste, avantages sociaux relatifs, travail assuré, droits des femmes, qui constituaient des piliers du ferme encadrement soviétique, sont désormais balayés en Ouzbékistan.

On ne saurait donc s'étonner qu'une forte nostalgie de la période soviétique se développe, nourrie par l'angoisse d'une précarité tous azimuts et la peur qu'inspire un pouvoir de plus en plus menaçant. La nature de la propagande de terreur mise en œuvre par le gouvernement est apparue au grand jour après le massacre d'Andijan : quotidiennement et inlassablement, la télévision montrait des détenus humiliés avouant leur culpabilité, des parents éplorés regrettant la trahison de leurs enfants et s'en excusant, des hommes âgés dénonçant les forces étrangères et vantant la grandeur du pays et son indépendance inaltérable. Les techniques d'avilissement et d'infantilisation individuels et collectifs qui ont été déployées en cette occasion, bien rodées, ont fait sourdre dans les esprits l'épouvante de lendemains encore plus sombres. Le rite de domination politique a atteint sa cible avec efficacité, plongeant la population dans la déréliction, une anxiété permanente, trouble et paralysante, une soumission profonde. L'indépendance se révèle pour tous un guet-apens dont il est de plus en plus ardu de s'échapper. La méfiance s'est installée, déclenchant le mutisme dans la crainte d'une dénonciation et d'une arrestation. Le traumatisme est vif et durable.

(14) Boris-Mathieu Pétric, « La *mahalla* vecteur de construction d'un imaginaire national dans l'Ouzbékistan post-soviétique », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, 33, 2002, p. 243-266.

Au-delà de ce faisceau de contraintes partagées plutôt tragique et d'un sort commun, les différents groupes sociaux tentent d'aménager à leur manière leur propre survie.

■ Ouvriers et paysans : un renouvellement des fractions sociales laborieuses

Le monde industriel présente en Ouzbékistan, depuis la chute de l'URSS, un paysage de déclin prononcé, voire de dévastation, qui ne semble toujours pas sur la voie d'une résorption en 2006. L'activité industrielle a souffert dès les années 1980 d'une crise du système économique de l'URSS puis de son démantèlement. Brutalement placés dans l'impossibilité de s'approvisionner ou de trouver des débouchés pour leurs produits, ou encore à court de trésorerie, les entreprises ont vu leur activité se réduire et sont sujettes à des interruptions d'activité, ou bien ont été contraintes de fermer leurs portes.

Les classes ouvrières disposant auparavant de revenus relativement confortables et d'avantages prisés (logement, santé, vacances, retraites, etc.) ont été brutalement et durablement frappées par cette véritable décomposition du tissu économique. Elles ont dû affronter une chute de leurs revenus du fait des crises monétaires successives, mais aussi des retards dans le paiement des salaires et des suspensions de leurs rémunérations faute d'activité des usines. Si, durant la première décennie de l'indépendance, les ouvriers et employés d'Ouzbékistan ont été peu affectés par des privatisations et des vagues de licenciements (survenues plus récemment) beaucoup ont néanmoins dû abandonner leur emploi pour tenter de trouver – sur place ou ailleurs – de nouvelles sources de revenus. En outre, cette dynamique se conjugue avec une arrivée massive dans les villes de migrants issus du monde rural en quête de travail.

L'ancienne classe ouvrière soviétique a donc peu ou prou disparu et est remplacée par une nouvelle couche sociale, instable, composée de paysans en voie de prolétarianisation. Les usines récemment construites, par exemple dans l'industrie textile, à capitaux coréens ou turcs, recrutent d'ailleurs volontiers dans les campagnes environnantes une main-d'œuvre bon marché et docile de jeunes filles et de jeunes gens ; elles mettent en place des réseaux de bus pour les transporter des ateliers à leurs villages, éloignés parfois de plus de 80 km. Plus emblématiques encore de cette prolétarianisation des campagnes sont les marchés de main-d'œuvre qui se forment aux abords des routes ou des marchés urbains. Des hommes et des femmes, appelés *mardikor*, venus des zones rurales, s'y regroupent quotidiennement pour attendre que des particuliers viennent les engager à la journée pour de menus travaux de manutention, de ménage, de maçonnerie, etc.

La situation économique apparaît en effet très difficile dans le monde rural, bien que les familles aient la possibilité de subsister grâce à la culture de produits alimentaires de base sur leur parcelle de terre (légumes, blé pour le pain, riz, etc.). Les sources de

revenus monétaires y sont extrêmement limitées : les fermes collectives (kolkhozes et sovkhozes) rémunèrent fréquemment en nature (huile, farine, etc.) tandis que les « fermiers » qui les remplacent peu à peu – les anciens notables locaux : chefs de kolkhoze, agronomes, comptables, etc. – n'accordent à leurs ouvriers agricoles que des salaires de quelques dollars mensuels, très souvent inférieurs au minimum légal et qui ne sont pas toujours versés. Les conditions de délabrement économique des campagnes sont aggravées dans certaines régions lorsque l'eau manque pour l'irrigation (au Sud et au Nord-Ouest) ou bien du fait de la forte pression démographique, particulièrement dans la vallée du Ferghana où la densité est très élevée et dépasse 400 habitants par km² dans la province d'Andijan.

Notons du reste que le démembrement des kolkhozes ne représente en rien une « privatisation » ou une « libéralisation ». La terre est en effet concédée par l'État, qui en demeure propriétaire, aux nouveaux fermiers, pour une période allant de quelques années à cinquante ans. Les contrats de concession stipulent que l'État continue de fixer – comme à l'époque du plan – la nature des cultures (coton, blé, etc.) et les quantités qui doivent être atteintes annuellement. Par ailleurs, les autorités n'ont pas cessé de réquisitionner lors de la récolte du coton (août-novembre) les étudiants et écoliers de plus de 12 ans : encadrés par leurs professeurs, ils sont envoyés dans les champs pour « aider » les kolkhoziens mais aussi, désormais, les exploitants « privés » que sont les fermiers. Dans certaines régions, il arrive que les autorités requièrent même l'assistance du personnel des hôpitaux ou même d'ouvriers d'usines pourtant formellement privatisées.

On remarque ainsi la pérennité de la coercition d'État derrière l'écran des privatisations et l'ampleur des rapports de servitude qu'elle continue d'instituer. Ainsi, dans les campagnes, un nouveau mode de dépendance personnelle liant les nouveaux fermiers aux kolkhoziens devenus « leurs paysans » se fonde sur l'accapement de l'accès aux terres, mais il demeure sous la domination étroite des autorités qui fixent les « contrats », attribuent les concessions et peuvent à tout moment les retirer. Un nouveau modèle de clientélisme peut trouver là matière à son épanouissement mais, surtout, ce système assure l'obéissance de la petite notabilité rurale envers l'État.

De fait, en ce qui concerne tout particulièrement la sphère du travail, l'héritage de l'ancienne « patrie des travailleurs » que prétendait être l'URSS paraît se restreindre tristement à l'habitude de la servitude et à la brutalité des rapports de pouvoir, tant les relations sont marquées par la soumission, l'absence de notion de droit ou d'un cadre juridique du travail. Mises à part les pensions de retraite que perçoivent les générations les plus âgées – faibles, payées parfois avec retard, mais très appréciées – il semble ne rien rester des anciennes protections du travail. Le cas le plus extrême est représenté par les *mardikor* vendant leur force de travail brute au jour le jour sur les marchés. Comme la très grande majorité des migrants en provenance d'autres régions d'Ouzbékistan, ils sont en outre en situation illégale – et de ce fait harcelés par la police – faute de pouvoir obtenir un enregistrement sur leur passeport

(*propiska*), dispositif datant de l'époque soviétique et qui constitue une sorte de permis interne de résidence et de travail.

Dans les nouvelles usines à capitaux étrangers, les jeunes ouvrières et ouvriers issus des campagnes qui y sont embauchés subissent avec résignation des conditions parfois dures (pas de jour de repos, interdictions multiples, amendes, licenciement sans préavis au moindre prétexte) sans velléité de les discuter – encore moins de les contester ou de faire appliquer un droit quelconque – tant est grande la peur de la répression d'État et ancrée l'idée que tout pouvoir est arbitraire. Les parcours de travail – y compris des plus jeunes – sont très marqués par des mobilités constantes entre des activités temporaires : culture de la parcelle familiale, kolkhoze, usine locale, emploi sur un chantier de Tachkent, du Kazakhstan ou de Russie, commerce sur les marchés ou de contrebande avec les pays voisins.

Tandis que le domaine politique est plus que jamais celui de l'interdit et de la menace, la décrépitude et l'incertitude qui frappent les univers du travail salarié alimentent un repli sur la sphère de la famille et de la parenté. Refuge contre les aléas économiques et contre les dangers de la répression, mais aussi sacralisée par le pouvoir politique comme support des traditions et vecteur pour inculquer l'obéissance, la famille est le lieu des investissements monétaires les plus décisifs.

Le motif crucial de dépense, objet de toutes les préoccupations, est l'organisation des fêtes de mariage et de circoncision qui obéissent à des obligations très codifiées. Le coût est de 2 000 à 3 000 dollars dans ces milieux sociaux d'ouvriers et paysans. Ainsi, bien que les revenus du travail soient faibles, ils n'ont pas toujours pour but d'assurer la survie, spécialement dans les zones rurales où chaque foyer tente de subsister en autarcie sur sa parcelle. Beaucoup de jeunes ouvriers (hommes ou femmes) venant des campagnes pour travailler à Tachkent s'efforcent d'accumuler l'argent nécessaire à leur mariage ou à celui de l'un de leurs proches. Toutefois, quel qu'en soit le motif, la règle générale veut que les jeunes adultes remettent leur salaire, dans sa quasi-intégralité, à leurs parents (généralement le père) qui en usent à leur guise pour l'entretien quotidien de la famille ou pour l'économiser en vue d'un mariage.

Loin de favoriser une quelconque émancipation individuelle, le travail et les revenus qui en sont tirés – notamment parce qu'ils sont destinés à alimenter l'économie cérémonielle du mariage – tendent au contraire à renforcer l'autorité dans le champ de la famille et de la parenté et, au-delà, celle des notables des comités de quartiers, ré-institués par le pouvoir politique comme les gardiens de la moralité et des traditions.

■ Des chercheurs appauvris et obéissants

Les académies des sciences à Tachkent, Nukus et Khiva présentent un autre visage des paradoxes qui caractérisent le régime. La recherche scientifique, qui constituait à l'époque soviétique une pièce maîtresse de la voie de développement dite « socialiste »,

a été entièrement contractualisée et défonctionnarisée. De surcroît, des appels d'offre d'État fixent, avec encore plus de rigueur qu'auparavant, les cadres idéologiques de la recherche. Le gouvernement s'est en effet lancé dans de grands travaux idéologiques censés surpasser ceux de la période soviétique ; il s'agit très précisément de mettre en œuvre un renversement idéologique complet et s'étendant à toutes les sciences humaines et sociales.

L'histoire, l'ethnographie, et la philosophie – qui, comme antérieurement, domine toutes les humanités – sont particulièrement mises au service d'une doctrine de l'ouzbékité et de son rayonnement millénaire. Russie et URSS sont rejetées comme puissances colonisatrices ayant falsifié l'authenticité de la culture ouzbèke. De nouvelles disciplines ont été créées : l'étude de l'étaticité ouzbèke, ainsi que celle de l'indépendance. Pour mener à bien cette vaste tâche de connaissance, les chercheurs sont placés dans une situation de forte concurrence, alors que les subsides publics sont dérisoires ; les commandes de l'État ne dépassent pas trois ans et les salaires atteignent péniblement vingt dollars par mois.

L'acharnement au travail des chercheurs peut surprendre dans un contexte aussi difficile et si peu valorisant. Il met en lumière, à partir d'une ancienne classe privilégiée, les mécanismes toujours à l'œuvre d'obéissance à l'État, quelle que soit la nature des devoirs prescrits et de la puissance en place. Les chercheurs les plus âgés donnent l'exemple dans cette course au dévouement rebaptisée « loyauté », et la contestation intellectuelle ouverte apparaît de plus en plus impensable. À un autre niveau, l'ardeur des chercheurs à participer à la construction d'une identité ouzbèke, au service de l'État, s'explique aussi par l'amputation énorme de la communauté scientifique d'une grande partie de ses membres non ouzbeks.

Ceux qui sont restés dans le pays avaient plusieurs raisons : ils éprouvaient une culpabilité à l'idée d'abandonner des parents âgés se refusant au départ, ne connaissaient aucune langue étrangère, étaient trop âgés, avaient peur de l'inconnu, se satisfaisaient d'une position de repli sécurisant. Toutes ces raisons, qui s'ajoutent au resserrement dans une appartenance partagée – ouzbèke –, concourent à perpétuer l'embrigadement d'intellectuels, par ailleurs bien formés durant la période soviétique. Enfin, la tentation d'être dupe de la glorification communautaire à laquelle enjoignent les autorités est d'autant plus forte que la misère matérielle et morale écrase chacun.

Dans les laboratoires de sciences exactes, la vétusté et le délabrement des installations font honte aux chercheurs dont la vie fut consacrée à dépasser la « science capitaliste ». Ils pallient les déficiences des instruments à leur disposition par des trésors d'imagination et de fortes solidarités entre spécialistes afin de maintenir coûte que coûte la croyance en leur existence scientifique. Pour eux la « science nationale » à laquelle l'État les convoque n'a pas de sens et ils continuent à affirmer – hors des oreilles indiscrètes – la vérité d'une science universelle.

Les trois pôles de l'ancienne hiérarchie sociale, ouvriers, paysans et intellectuels subissent donc de lourdes pressions sur fond d'une insuffisance cruelle de ressources

et de biens disponibles. Les pays étrangers semblent à tous être des paradis alors même que le gouvernement ne cesse de dénoncer les ennemis étrangers qui complèteraient pour sa perte. Jusqu'en 2004, les organisations non gouvernementales (ONG) ont offert une sorte de fenêtre sur l'extérieur avant de faire l'objet d'un contrôle drastique qui équivalait à l'interdiction de la quasi-totalité d'entre elles. L'Ouzbékistan a, de fait, servi sur ce point de modèle à la Russie avec laquelle un traité de défense réciproque a été signé en 2005.

■ Les ONG ¹⁵, fenêtres sur l'Occident, ouvertes, surveillées puis fermées

La place et le rôle des ONG en Asie centrale évoluent dans chaque pays suivant une logique largement analogue depuis la fin de l'URSS. Il convient tout d'abord de souligner que, dans l'URSS, le Parti communiste représentait la voix du peuple, soit l'incarnation de l'équivalent d'une société civile telle qu'on l'entend en Occident. C'est dire que ce type de régime politique implique intrinsèquement une société civile captive du parti et de l'État-parti. Dans un régime communiste il n'y a donc structurellement aucune place pour une société civile plurielle puisque, par nature, le parti a le monopole exclusif de la représentation de la société. Cette remarque permet de mieux comprendre les évolutions observées autour des ONG dans la région. On évoquera surtout ici le cas de l'Ouzbékistan dont les difficultés sont représentatives des problèmes rencontrés dans les pays voisins (Kazakhstan, Kirghizstan).

L'implosion de l'URSS a été saluée en Ouzbékistan comme une libération et un soulagement. Les réformes de la pérestroïka avaient introduit instabilité et précarité là où régnait auparavant, selon une opinion largement répandue sur le plan local, un ordre socialiste d'autant plus valorisé dans la mémoire qu'un profond désordre règne aujourd'hui, doublé d'un sentiment massif de perte de dignité et de précarité.

■ L'ouverture d'un guichet démocratique occidental

L'installation de républiques indépendantes en Asie centrale a lieu en 1991, dans une atmosphère de reconquête de la dignité nationale et d'expectatives mirobolantes d'accès à un meilleur destin que celui vécu dans les dernières années de l'URSS.

(15) B. Hours, « Les ONG au service de la gouvernance globale : le cas de l'Ouzbékistan », *Autrepart*, n° 35, 2005, p. 115-127.

L'Occident, États-Unis en tête, se présente alors comme porteur légitime d'un nécessaire rattrapage idéologique, économique, social. Cette offre de service de développement économique et politique provient des institutions multilatérales telles que la Banque mondiale, l'Union européenne, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), de quelques fondations européennes principalement allemandes, et surtout de nombreuses ONG qui se précipitent en Asie centrale pour panser les plaies du « totalitarisme » auquel on associait l'URSS dans les années 1980. Le projet de toutes ces organisations est similaire. Il s'agit d'introduire et de développer un « paquet de développement » incluant, indissociablement, l'économie de marché et la démocratie, dont on pense, naïvement à l'époque, qu'elles vont ensemble et que l'une produit l'autre. Les bailleurs de fonds multilatéraux sont les architectes de cette politique d'occidentalisation par le marché et la démocratie. Les ONG en sont les principaux outils de diffusion pédagogique.

Les deux plus importants opérateurs de ce plan d'occidentalisation sont l'United States Agency for International Development (USAID), pour l'influence américaine d'État, et la fondation Soros avec son *Open Society Institute*. Cette organisation privée, dont le fondateur est le fameux financier international, a été érigée dans la tradition libérale de Karl Popper dont George Soros fut l'étudiant à Londres. Elle dispense une pédagogie de la société civile particulièrement mise en œuvre dans l'Europe centrale postcommuniste et en Asie centrale.

Le noyau idéologique de ces organisations est une conception libérale de la démocratie occidentale et la volonté de l'exporter, particulièrement là où existaient des régimes dits totalitaires. L'USAID agit en Ouzbékistan en finançant des ONG aussi bien américaines que locales à travers des organisations dispensatrices de crédits – après des appels d'offres – telles que l'Eurasia Foundation ou IREX (International Research and Exchange Board). L'Open Society Institute met en place, quant à lui, des centres de ressources, des centres de crise, des cours de formation avec un objectif majeur et prioritaire d'émergence de la société civile et de financement d'ONG. Le début des années 1990 montre l'implantation de ce processus pédagogique, l'USAID et la fondation Soros poursuivant des objectifs de même nature : créer et diffuser localement et dans la région une culture de la démocratie occidentale fondée sur l'émergence de sociétés civiles absentes du temps de l'URSS.

Le contenu des stages de formation dispensés vise à l'apprentissage du débat, du pluralisme, c'est-à-dire à la dynamique d'une société civile à construire. Il s'agit de la méthodologie d'une prise de parole par des acteurs sociaux divers : intellectuels, enseignants, juristes, journalistes parmi lesquels vont durablement émerger d'anciens leaders des organisations soviétiques convertissant leurs capacités dans ce nouveau contexte. Les femmes sont très nombreuses dans cette clientèle. En effet, l'apprentissage dispensé met l'accent sur des appuis idéologiques typiquement occidentaux et même américains.

La place des femmes, bien que passablement promue sous l'URSS, est mise en avant dans une société au machisme traditionnellement avéré. Les *business women associations*

fleurissent dans toutes les villes du pays. L'utilisation d'internet est propulsée comme instrument d'ouverture sur le monde, présenté un peu rapidement comme unifié à des utilisateurs en partie candides et crédules. Outre les ONG ciblant les femmes, on observe un foisonnement des bailleurs de fonds finançant la création d'ONG sur les médias et la mise en place d'une presse libre. Les droits de l'homme ne sont pas encore inscrits à l'ordre du jour puisque prévaut l'idée sommaire que la chute de l'URSS signifie la liberté. Au-delà de l'USAID et de ses satellites, de la fondation Soros, des organisations américaines, interviennent à petite échelle des ONG allemandes, néerlandaises, françaises, britanniques qui quitteront progressivement le navire ouzbek à mesure que la situation se dégradera, à l'exception des organisations allemandes, émanations de l'Union chrétienne démocrate (CDU) et du Parti social démocrate (SPD) qui exercent une fonction diplomatique para-étatique.

La plupart de ces ONG se consacrent à des problèmes sociaux : délinquance, éducation, prisonniers, handicapés, avec une approche caritative ou philanthropique marquée. Les problèmes de santé (sida, tuberculose) font pour leur part l'objet d'un appui technique d'ONG comme Médecins sans frontières (MSF) dans les hôpitaux.

Entre 1991 et 1995 l'éclosion de toutes ces activités signale un nombre important de créations d'ONG locales non comptabilisées mais pour la totalité d'entre elles dépendantes des bailleurs étrangers, américains à 80 %. C'est l'offre de financements sur des thèmes de fait imposés qui crée un marché d'ONG locales concurrentes, souvent organisées avec une base familiale de distribution d'emplois. Ces petites organisations sont donc fragiles et peu performantes. Leurs capacités d'initiatives sont réduites, faute d'une vraie société civile, ce qui accentue leur dépendance financière mais aussi idéologique et culturelle, car les valeurs occidentales sont diffusées avec la démocratie.

Outre la manne des États-Unis, les bailleurs de fonds multilatéraux (Banque mondiale, Union européenne, PNUD) sont déjà très présents sur les ruines de l'URSS. Leur objectif est plus la mise en place d'une économie de marché privatisée que l'éclosion de la société civile, supposée livrée avec, dont s'occupent l'USAID et la fondation Soros. Ces fonds importants entraînent la naissance de nombreux bureaux d'études en forme d'ONG qui vont, durablement, recueillir et produire les données statistiques dont les bureaucraties multilatérales ont besoin pour leurs rapports. Les sociologues des universités vont s'emparer de ces créneaux et développer des compétences nécessaires et bien rémunérées.

Derrière cela se construisent les problématiques sectorielles de chaque problème ou question (délinquance, pauvreté, femmes, sida) qui ne se formulaient pas ainsi du temps de l'URSS. Chaque problème identifié devient une ligne de crédits et de programmes multilatéraux. Cette phase ascendante d'ouverture et de construction se développe de 1991 à 1995 en Ouzbékistan dans un contexte qui commence à être pris en main vers 1995.

■ Coup de frein et réactions de l'État

Dans ce pays, le développement passablement anarchique de centaines d'ONG précaires, sans visibilité, sans compétences parfois, fait l'objet d'une première mise en ordre en 1995 à travers une procédure, encore très ouverte, d'enregistrement nécessaire auprès de l'État. Celui-ci prend progressivement conscience de la contradiction naissante entre un régime de plus en plus autoritaire et nationaliste reposant intégralement sur le président Karimov et une société civile en projet animée par une vision démocratique occidentale. Les deux logiques sont contradictoires et tentent de se neutraliser réciproquement, ce qui signifie le ralentissement de la dynamique initiale pour les ONG.

Dès le milieu des années 1990, l'État ouzbek commence à infiltrer les ONG et à favoriser la formation d'ONG gouvernementales (GONGOS). Des responsables au profil suspect apparaissent, sans parler des tentatives individuelles de personnes sans compétences pour fonder des ONG. Le danger islamiste et la question des droits de l'homme provoquent un durcissement relatif de l'État à l'égard des ONG, manne indispensable dans une société en crise mais aussi élément de contestation potentielle préoccupant. Jusqu'en 2003-2004 s'installe une période ambiguë où les bailleurs multilatéraux poursuivent leurs efforts mais s'impatientent face aux maigres résultats en termes d'économie de marché et de démocratie.

L'USAID et la fondation Soros sont, de leur côté, obligés de constater qu'aucune société civile n'émerge de leurs programmes, même si des individus se dégagent, tous émigrés aujourd'hui. Les États-Unis développent une stratégie équivoque sur les droits de l'homme avec *Freedom House* qui forme les policiers du régime au bon traitement des prisonniers tandis que l'on torture au sous-sol. Les ONG des médias s'orientent sur la formation technique et baissent la garde sur la liberté d'expression. Les maigres résultats observés amènent les bailleurs à une position plus attentiste. Pour limiter les risques d'escroquerie, les projets sont de plus petite taille et le développement est mis en avant tandis que la société civile perd sa priorité, sauf chez Soros.

L'impact et la capitalisation des projets sont très faibles car les financements sont dispersés. Une sorte de vitesse de croisière des ONG s'établit qui repose dans une large mesure sur le décaissement de fonds sans liens avec des résultats, une rhétorique creuse sur la société civile à mesure que le régime se durcit et que la société plonge dans une crise économique et sociale sans issue, une marche vers le sous-développement. La pédagogie démocratique fonctionne comme une fiction de routine. L'ONG *Counterpart International* finance des centaines de formations et de projets avortés, des centres d'appels téléphoniques pour femmes battues, diffuse des bandes dessinées sur les services aux handicapés. La répétition des mêmes méthodes sans résultats installe des doutes, même dans l'esprit des candidats.

■ 2004-2005 : la clôture

Il semble que le renversement d'Édouard Chevardnadze en Géorgie, en 2003, ait fonctionné comme signal d'alarme pour les présidents dictateurs, ex-apparatchiks soviétiques d'Asie centrale (Ouzbékistan, Kazakhstan, Kirghizstan). Il est de notoriété publique que la naissance d'un mouvement démocratique aboutissant, en Géorgie, à une révolution calme est certainement due aux actions de la CIA, des ONG américaines et de la fondation Soros de même qu'à un déficit de démocratie politique ressenti par la société civile locale.

En avril 2004, les activités de la fondation Soros sont interdites en Ouzbékistan, dans le cadre d'une mise à plat de toutes les ONG qui doivent se réenregistrer suivant des procédures très dures et arbitraires. Leurs fonds sont bloqués dans une banque d'État et distribués au compte-gouttes ou retournés à l'envoyeur avec la mention « hors priorité nationale ». La sélection qui s'opère est drastique et, entre 2004 et 2005, plus de la moitié des ONG perdent leur enregistrement légal. D'environ 2 000, leur nombre serait passé à 500, selon des sources occidentales et en l'absence de statistiques fiables en la matière. Après l'élimination de la fondation Soros en 2004, un manque cruel de ressources s'abat sur les ONG locales, dont beaucoup disparaissent ou se placent en position de veille. Les ONG américaines les plus exposées (*Freedom House, Internews*) sont fermées au printemps 2005, tandis que survient le massacre d'Andijan, qui marque un point de non-retour de la dictature désormais hostile aux étrangers et à toute forme d'ingérence, quels qu'en soient les prétextes.

Le gouvernement ouzbek met en place une politique d'ONG nationalisées, c'est-à-dire sous le contrôle de l'État qui les finance sur ses fonds propres ou ceux encore consentis par les bailleurs internationaux au nom de l'aide et du développement par projets, tels que les microcrédits, mais sans référence à une société civile désormais interdite. Les forums où se rencontrent des étrangers désormais suspects et des nationaux terrorisés par l'État ou serviteur de celui-ci se font rares.

Au nom de la sécurité nationale, le droit d'association inscrit dans l'article 56-62 de la Constitution est quotidiennement bafoué, l'objectif étant de mettre les bailleurs devant un front uni d'ONG sous le contrôle de l'État ouzbek. Une évolution moins radicale mais similaire a lieu au Kazakhstan et en Russie. Des activités caritatives donnent le change, dans le silence d'un embryon de société civile bâillonnée, tandis que les ONG culturelles ou artisanales se multiplient au nom de la tradition nationale dans laquelle le régime ouzbek tente de trouver une légitimité. L'histoire des ONG en Ouzbékistan est celle d'une transition ratée et d'une marche vers le sous-développement politique et social en forme de régression partagée.

La société elle-même se referme, déçue par les promesses non tenues de l'Occident. Ce dépit peut aisément faire le lit de futures flambées islamistes. Dans cette situation de déréliction, les seules valeurs universelles encore disponibles sont celles de l'islam¹⁶ et le reliquat d'un certain humanisme socialiste qui lui aussi parlait de dignité dans les termes de « l'homme nouveau » socialiste. Le repli de l'État ouzbek sur des traditions nationales pour se protéger des attaques d'un Occident taxé d'impérialisme le rapproche de la Russie et place la région dans une position de post-Guerre froide bien peu prévisible dans les années 1990, tant par les ONG occidentales que par les ONG locales soumises à leur offre pédagogique devenue désormais presque sans objet.

■ Pour conclure

L'Asie centrale est aujourd'hui au cœur de plusieurs enjeux contemporains. Outre sa dimension de frontière entre l'Orient et l'Occident, entre un front de l'islam et ce même Occident, c'est aussi un centre de relais énergétique incontournable et un champ d'insécurité manifeste où l'on observe des régimes fragiles du fait de leur nationalisme autoritaire et d'une intégration très limitée à l'économie de marché mondiale dès lors que les principaux acteurs économiques apparaissent souvent comme des oligarchies d'État quand ce ne sont pas des familles présidentielles. Après une décennie supposée être celle d'une « transition » devenue largement illusoire, l'Asie centrale se présente comme un échec de la globalisation, un point ou un angle mort de celle-ci. Les multiples durcissements politiques auxquels on assiste désormais, parallèlement à quelques « révolutions démocratiques » d'une extrême fragilité, ouvrent la perspective d'une nouvelle forme de guerre froide. Ainsi la Russie et la Chine pourraient être les protecteurs des régimes dictatoriaux dans une Asie centrale redevenue un symbole de despotisme oriental et se protégeant au moyen de ses deux armes : le chantage énergétique et le chantage au terrorisme islamique.

Voir également à la Documentation française le dossier « Asie centrale, un enjeu géostratégique » dans *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1057, septembre-octobre 2006. Au sommaire : Un terrain de rivalités (Mohamad-Reza Djalili, Thierry Kellner) ; Quel rôle pour l'Union européenne ? (Alessandro Liamine Salvagni) ; Plaque tournante du trafic de drogue (Hayder Mili) ; Crise écologique sans frontières (Régis Genté).

(16) Habiba Fathi, « La justice au nom de Dieu : les stratégies des islamistes en Asie centrale », *Transitions, crise et conflits en Asie centrale*, Firouzeh Nahavandi (dir.), H. Fathi, *Islamisme et pauvreté dans le monde rurale de l'Asie centrale post-soviétique*, UNRISD, document n° 4, novembre 2004.

Jeux d'influence complexes

Bazin L., Hours Bernard, Laruelle M., Selim Monique. (2006)

Les Etats d'Asie centrale : un parcours tourmenté depuis
l'indépendance

In : Boisseau du Rocher S. (dir.), Godement F. (dir.) Asie :
entre pragmatisme et attentisme : édition 2006-2007

Paris : La Documentation Française, 61-82. (Les Etudes de la
Documentation Française). ISSN 1763-6191